Cinq des plus hauts gradés de la Police judiciaire fédérale de Bruxelles alertent sur le niveau des violences liées au trafic de stupéfiants et appellent à un sursaut des pouvoirs publics

04/08/2023 à 20h17



Dans un grand entretien paru dans « Le Soir » ce vendredi, cinq des plus hauts gradés de la Police judiciaire fédérale de Bruxelles, dont le directeur, alertent sur la situation inquiétante dans la capitale. Organisations criminelles, violences, trafic de stupéfiants, meurtres… : « *Ces violences n'ont jamais atteint le niveau que l'on connaît aujourd'hui* ». Face à cela, les cinq hauts gradés de la PJF appellent à un sursaut des pouvoirs publics.

Une situation qui fait bondir Georges-Louis Bouchez, président du Mouvement Réformateur qui pointe un "*laxisme institutionnalisé*". Un laxisme que l'on retrouverait dans les textes de loi, mais surtout dans leur application, selon le président du MR. "L*a réalité est que la Belgique est un paradis pour les organisations criminelles*".

La PJF a, à ce jour, identifié (sans vouloir les citer) dix « hotspots » à Bruxelles où la violence liée à la drogue est en recrudescence ces dernières années. **Parmi ces zones, ils existent des quartiers « de moindre droit »** : ces lieux où l'accès à la police est restreint par les habitants et le travail des forces de l'ordre est rendu difficile. Certaines patrouilles s'y font parfois attaquer ou sont visées par des jets d'objets : des pierres mais aussi des télés ou des lits.

La présence de grosses mafias, notamment albanaises, est également pointée du doigt. Les quantités de drogues saisies par la police ont significativement augmenté. « *Bruxelles est devenu un hub de distribution* », explique le directeur. « *À Bruxelles, des produits peuvent passer par la route ou d'autres chemins. Ils (les trafiquants de drogue,* NDLR) *ont leurs propres réseaux*. » Même si la police ne perçoit qu'une infime partie du phénomène, ces organisations deviennent de plus en plus puissantes.

Mais les cinq hauts gradés de la PJF veulent aussi rassurer. « *Bruxelles est à la pointe de la collaboration entre tous les acteurs contre les sociétés fantômes* », explique Eric Jacobs. En quatre ans, 6.000 sociétés ont ainsi été contrôlées et 1/4 d'entre elles ont été dissoutes. […]

Sud Info

"Entre les congés pénitentiaires, les libérations conditionnelles et les non-applications de peines, sans oublier des délais judiciaires anormalement longs, les organisations criminelles ont compris qu'en Belgique, 'se faire prendre ne coûte pas cher'", lance-t-il dans un message publié sur Twitter, rebaptisé X.

Pour l'homme fort du MR, cela n'est pas uniquement imputable à un manque de moyens, "c'est surtout un problème de mentalité et d'état d'esprit!" *"N'en déplaisent aux bien pensants de la cause d'excuse, le laxisme belge est en train de nous tuer. On*

doit agir!”, conclut-il.

7 sur 7